

MAIRIE DE BEURAINS
Département du Pas-de-Calais
Arrondissement d'Arras
Canton Arras Sud

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE
DU MERCREDI 13 AVRIL 2022**

Conseillers en exercice..... 29
Présents..... 19
Votants..... 29

**OBJET : CONSTITUTION DE
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS
DES ACTIFS CIRCULANTS**

L'AN DEUX MIL VINGT DEUX, le TREIZE AVRIL, le Conseil Municipal de la Commune de Beaurains, étant assemblé en session ORDINAIRE, Salle du Conseil Municipal, après convocation légale (le 07 AVRIL 2022), sous la présidence de M. ANSART Pierre, Maire.

PRESENTS : MM. ANSART DUPOND PETIT VENEL HARMEGNIES VEZILIER EVRARD RENARD BERGOGNON SIMON Mmes LETUPPE FRUCHART WALLET LE GARDIEN SEQUELA/VICARI LANCE CAPET DUTERIEZ TENAGLIA

EXCUSES : M GACI pouvoir à M. BERGOGNON - Mme BENOIT pouvoir à M PETIT - Mme BETREMIEUX pouvoir à Mme LETUPPE - Mme DERAEEVE pouvoir à M PETIT - Mme GALLET pouvoir à Mme LETUPPE - M HURET pouvoir à Mme LE GARDIEN - M IBISEVIC pouvoir à M VENEL - M MOUTON pouvoir à Mme TENAGLIA - M SCOAZEC pouvoir à Mme TENAGLIA - Mme TOURNEMAIN pouvoir à M DUPOND.

Mme LETUPPE est élue secrétaire de séance.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2 ;
VU l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal ;
VU l'avis favorable de la Commission « Finances » en date du 5 avril 2022.

Monsieur DUPOND expose :

Je vous informe que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code Général des Collectivités Territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses. Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.

D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur doivent échanger leurs informations sur les chances de recouvrement des créances. L'inscription des crédits budgétaires puis les écritures de dotations aux provisions ne peuvent être effectués qu'après concertation étroite et accords entre eux.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (compte tenu notamment de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recette pris en charge dans la comptabilité de la Commune est supérieure à celle attendue. Il existe donc potentiellement une charge latente si le risque se révèle qui, selon le principe de prudence, doit être traitée par le mécanisme comptable de provision, en tout ou partie, en fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions/dépréciations des actifs circulants ».

L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable. L'objectif est d'aboutir à une évaluation la plus précise possible du montant de la provision des créances du fait de leur irrecouvrabilité. En théorie, chaque créance doit être analysée. Cependant, lorsque la volumétrie des restes à recouvrer est importante, la collectivité peut retenir une méthode statistique : les montants des créances prises individuellement sont non significatives, mais

lorsqu'elles sont agrégées, ces créances peuvent alors représenter des enjeux financiers réels et significatifs.

Dans ce cadre, le SGC applique un contrôle automatisé d'HELIOS, le portail de la Gestion Publique, qui permet le contrôle de la dépréciation des créances de plus de deux ans. Son objectif est de s'assurer de la constitution des dépréciations dès lors que la valeur probable de recouvrement d'une créance devient inférieure à sa valeur nette comptable. HELIOS va donc détecter une anomalie si le solde créditeur des comptes 49 n'est pas égal à au moins 15 % du montant total des pièces prises en charge depuis plus de deux ans (730 jours), composant les soldes débiteurs des comptes de tiers de créances douteuses et/ou contentieuses. Ces comptes de tiers seront crédités par le SGC en fonction des inscriptions de la collectivité au compte 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants ».

Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer une provision des comptes de classe 4 concernés (comptes de tiers) selon le tableau ci-dessous :

Compte	Total à recouvrer
4116 - Redevables - Contentieux	15 113,31 €
46726 - Débiteurs divers - Contentieux	4 499,42 €
Total	19 612,73 €

Le seuil forfaitaire de provision préconisé par le comptable public est de 20 %, soit pour l'exercice 2022, la somme de 3 922,55 € qui sera portée au compte 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants » du Budget Primitif 2022.

Le rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 15 AVRIL 2022

Décision rendue exécutoire par la publication et la transmission en Préfecture le 21 AVRIL 2022

**Le Maire,
Pierre ANSART**

